Taxe d'accise—Loi

En 1985, la dette nationale du Pakistan, de l'Inde et du Zimbabwe était de 200 \$ par personne. En suivant ce raisonnement, on pourrait conclure que ces pays sont 40 fois plus riches que nous. Leur dette nationale par personne par rapport au produit national brut s'élève à 200 \$.

Je voulais simplement démontrer la fausseté de ce raisonnement. Le Canada devrait peut-être demander à ces trois pays de l'aider à réduire ou à annuler ses prêts bancaires, ses obligations d'épargne, ses certificats d'investissements garantis et ses dépôts à terme, puisque nous nous devons 90 p. 100 de la dette et du déficit.

En fait, la dette nationale n'est pas un lourd fardeau que nous imposons aux générations futures. Nos descendants hériteront certainement de l'obligation de verser d'énormes intérêts sur la dette nationale, mais ils hériteront aussi de toutes les obligations et de tous les investissements des Canadiens sur lesquels se fonde 90 p. 100 de la dette.

Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure: «Les économistes sont comme les théologiens.» Toute religion autre que la leur est l'invention de l'homme, tandis que la leur émane de Dieu.» La science économique que nous recevons du ministre des Finances est bien sûr une émanation de Dieu. Tout ce que propose quelqu'un d'autre est une invention de l'homme.

Depuis un demi-siècle, il y a eu au moins deux autres périodes où le gouvernement canadien a affiché des déficits budgétaires comparables à ceux que nous avons connus dans les années 80.

De 1930 à 1935, durant les dures années 30, la dette représentait en moyenne 3,2 p. 100 du produit national brut du pays. Elle équivalait donc à un déficit annuel contemporain de 15 milliards de dollars, en dollars de 1987.

Or, outre qu'il n'y avait pas la moindre inflation durant ces années, il y eut en réalité une déflation. L'indice des prix à la consommation a baissé de 19 p. 100. Les taux d'intérêt ont grimpé au niveau horrible de 3 à 4 p. 100. De 1932 à 1935, le déficit équivalait à 15 milliards en dollars de 1987. Durant les années de guerre, le premier exemple que je voulais citer, de 1942 à 1945, donc, et il ne s'agit que de quatre années, le déficit fédéral s'est établi en moyenne à 21 p. 100 du produit national brut. Il est passé de 15 p. 100 à 21 p. 100 du produit national brut. Cela équivalait à un déficit de 100 milliards de dollars d'il y a

deux ans. L'indice des prix à la consommation augmentait entre temps de moins de 2 p. 100 par année tandis que les taux d'intérêt demeuraient inférieurs à 4 p. 100.

• (2240)

Le déficit fédéral en 1985 a été trois fois plus élevé que celui de 1981. Le taux d'inflation, au lieu d'augmenter, a diminué, et le ministre des Finances (M. Wilson) ne nous a jamais expliqué pourquoi. Il a pour théorie, tout comme le directeur de la Banque du Canada, que l'inflation va croître à moins qu'on n'augmente les taux d'intérêt. Or, le taux d'inflation a diminué de 1981 à 1985. Si vous vous rappelez l'année 1981-1982 par rapport à celle de 1985-1986, les taux d'intérêt ont baissé et l'inflation a diminué. Je ne comprends pas ça. Je ne suis qu'un simple campagnard.

Le ministre des Finances ne cesse de nous répéter qu'il faut augmenter les taux d'intérêt pour maîtriser l'inflation, mais les preuves sont là. Des taux d'inflation élevés provoquent de l'inflation. Cela signifie que tous les prix augmentent pour tous, hommes, femmes et enfants de notre pays et les frais augmentent à tous les paliers de gouvernement. Le ministre des Finances est victime de sa propre stupidité. Il a donné bonne réputation à l'incompétence.

On ne peut pas continuer comme avant. Monsieur le Président, la solution est d'emprunter davantage d'argent, de l'investir dans notre pays et de lancer un défi aux Canadiens comme on l'a fait pendant la guerre. Mettez les gens au travail en leur faisant construire des maisons et en les occupant au reboisement. On peut employer un quart de million de personnes au cours des dix prochaines années à nettoyer notre air et notre eau. Ce n'est pas un déficit, ce ne sont pas des frais, c'est un investissement. Cet investissement rapporte dans la mesure où lorsqu'on fait baisser le chômage de 9 à 5 p. 100, on récupère 8 milliards de dollars en nouvelles recettes fiscales provenant des particuliers et des sociétés. Pourquoi ne pas procéder ainsi? Nous pouvons le faire en temps de guerre avec une déclaration de guerre qui entraîne la destruction. Pourquoi ne pas faire la même chose avec une déclaration de paix qui est synonyme de construction? Pourquoi ne ferions-nous pas exactement la même chose pour un objectif et une entreprise beaucoup plus valables qui mettent le Canada dans une bien meilleure situation financière que celle où il se trouve actuellement, donnent du travail au pays et réduisent le déficit et la dette nationale.